

OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE PARISIENNE

BILAN DE L'ANNÉE 2024



Avenue Pierre Mendès France, Paris 13^e. © Jean-Baptiste Guriat / Ville de Paris



1,985

millions d'emplois
salariés à Paris
au 31 décembre 2024

Cette note présente un bilan des tendances économiques sur l'ensemble de l'année 2024, à partir d'une sélection d'indicateurs trimestriels consolidés.

En 2024, le nombre d'emplois salariés se stabilise à Paris. Cette stabilité de l'emploi à Paris marque une rupture de tendance par rapport aux trois années antérieures, au cours desquelles l'emploi salarié a augmenté à un rythme relativement soutenu. L'emploi salarié diminue à Paris dans la construction et le tertiaire marchand en 2024 mais continue d'augmenter dans l'industrie et le tertiaire non marchand. Le taux chômage demeure à un niveau très bas en 2024 mais le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France travail augmente en particulier pour les jeunes de moins de 25 ans. S'agissant

du nombre de créations d'entreprises, il rebondit à Paris en 2024. Le nombre total d'entreprises créées augmente de +11 % contre +2,3 % en 2023 et +5,9 % en 2022. La hausse du nombre de défaillances d'entreprises ralentit mais le niveau est historiquement élevé : 4 500 défaillances d'entreprises à Paris en 2024, niveau le plus haut atteint depuis 15 ans. Dans le secteur du commerce, le nombre d'emplois salariés privés se stabilise en 2024, après avoir augmenté entre 2021 et 2023. L'activité touristique a continué de progresser en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). Enfin sur le marché immobilier,

la baisse de l'activité s'est prolongée, 25 050 logements anciens ont été vendus en 2024, soit un chiffre en recul de -10 % par rapport à 2023. Quant aux

prix des appartements anciens, ils atteignent 9 450 €/m² fin 2024, en baisse de -3 % par rapport à fin 2023 et de -10 % par rapport à 2022.

L'activité et l'emploi

Le nombre d'emplois salariés se stabilise à Paris en 2024, avec une baisse au dernier trimestre

Fin 2024, les établissements parisiens emploient 1,985 million de salariés, soit 2 350 emplois en moins par rapport à fin 2023, ce qui correspond à un taux d'évolution de -0,1 % sur un an. Dans le même temps, l'emploi progresse de +0,1 % à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, de +0,2 % en Île-de-France et est stable au niveau national. Cette stabilité de l'emploi à Paris marque une rupture de tendance par rapport aux trois années antérieures, au cours desquelles l'emploi salarié a augmenté respectivement de +4,6 % en 2021, +3,4 % en 2022 et +1 % en 2023.

Au dernier trimestre 2024, l'emploi se replie à Paris (-0,5 %, soit -10 500 emplois) après avoir augmenté de +0,4 % au 1^{er} trimestre, puis s'être stabilisé aux 2^e et 3^e trimestres. L'emploi salarié recule pour la première fois au 4^e trimestre depuis fin 2020.

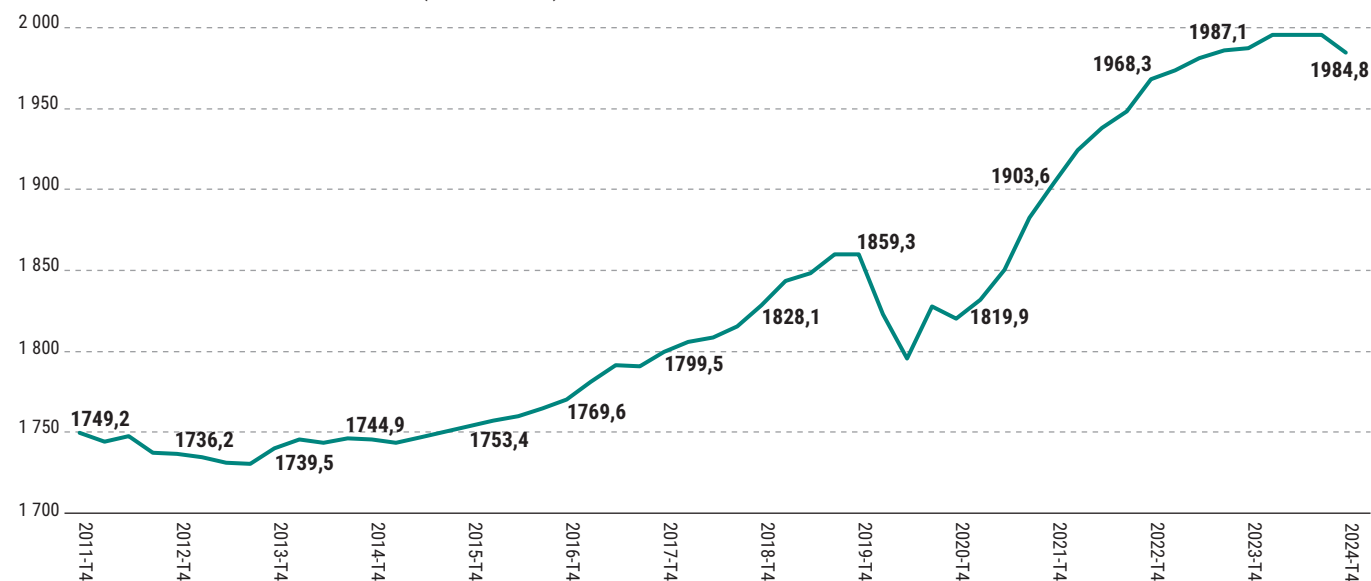
L'emploi baisse dans tous les départements franciliens au 4^e trimestre 2024, à l'exception de la Seine-et-Marne et du Val-d'Oise, où il est stable ou quasi stable (respectivement +0,0 % et -0,1 %). Il recule plus fortement dans les Yvelines (-0,7 %), dans les Hauts-de-Seine (-0,6 %) et dans l'Essonne (-0,6 %). À Paris et en Seine-Saint-Denis, le repli est identique à celui de la région (-0,5 %). Enfin, l'emploi baisse de -0,4 % dans le Val-de-Marne.

L'emploi salarié diminue à Paris dans la construction et le tertiaire marchand en 2024 mais continue d'augmenter dans l'industrie et le tertiaire non marchand

Alors que le secteur tertiaire marchand regroupe 71 % des emplois salariés parisiens (hors intérim) et qu'il portait l'essentiel de la croissance ces dernières années, l'emploi diminue de -0,3 % dans ce secteur en 2024,



PARIS : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (EN MILLIERS)



Sources : Insee, estimations d'emploi d'estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 21/03/2025. Champ : emploi salarié total - Traitement Apur

contre +1,2 % en 2023, +4,9 % en 2022 et +6,1 % en 2021. De même, l'emploi recule fortement dans la construction cette année (-3,8 % contre +1,2 % en 2023). En revanche, il continue d'augmenter dans le secteur industriel et dans le tertiaire non marchand. Dans le secteur industriel, l'emploi augmente mais à un rythme deux fois et demi moins soutenu qu'en 2023 et 2022 (+1,3 % contre +3,5 % en 2023 et +3,3 %

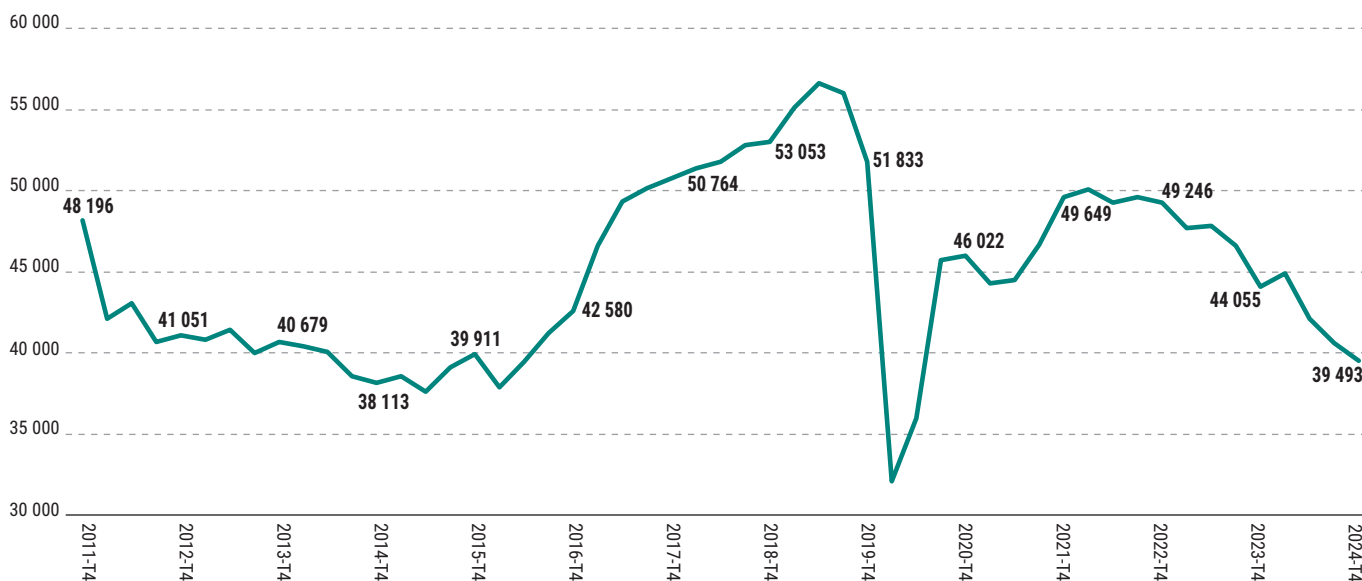
en 2022). Enfin dans le secteur tertiaire non marchand, l'emploi progresse en 2024 à un rythme comparable à celui observé en 2023 (+1,4 % contre +1,1 %).

Sur le seul dernier trimestre 2024, l'emploi salarié (hors intérim) diminue dans tous les grands secteurs d'activité. Les baisses oscillent entre -0,2 % dans l'industrie et -1,1 % dans la construction.

Le recul de l'emploi dans l'intérim se poursuit en 2024

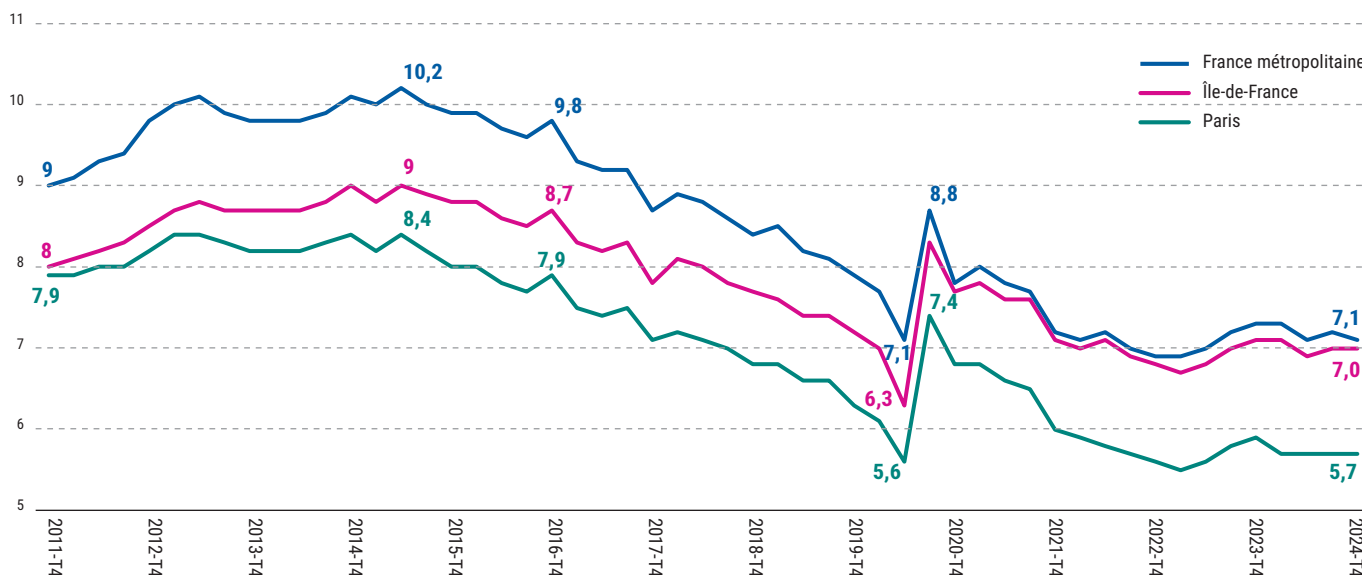
Sur l'ensemble de l'année 2024, le secteur de l'intérim a de nouveau été particulièrement touché par les pertes d'emploi à Paris (-10,4 %, soit -4562 emplois intérimaires après -10,5 % en 2023). Ce recul de l'emploi intérimaire est plus marqué à Paris que dans la Métropole du Grand Paris (-2,1 %), en Île-de-France (-2,9 %) et en France (-6,0 %).

PARIS : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ INTÉrimAIRE



Sources : Insee, estimations d'emploi d'estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 21/03/2025. Champ : emploi salarié total - Traitement Apur

PARIS, ÎLE-DE-FRANCE, FRANCE MÉTROPOLITAINE : ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU BIT



Sources : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage. Données CVS, en fin de trimestre, mises à jour le 21/03/2025. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires - Traitement Apur
 Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un taux chômage qui demeure à un niveau très bas en 2024

Sur l'ensemble de l'année, le taux de chômage au sens du BIT a reculé de -0,2 point pour s'établir à 5,7 % de la population active à Paris. En Île-de-France et en France métropolitaine, il a aussi diminué respectivement de -0,1 point et -0,2 point sur l'année. Cette baisse a eu lieu au cours du 1^{er} trimestre de l'année, le taux de chômage s'étant stabilisé depuis. Il demeure nettement au-dessous de son pic de mi-2015 (-2,7 points) et Paris est le département francilien dans lequel le taux de chômage demeure le plus bas.

Une demande d'emploi qui augmente sensiblement

À Paris, le nombre de demandeurs d'emploi, tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A), s'établit en moyenne à 112 890 demandeurs fin 2024. Ce chiffre est en augmentation de +4,3 % sur un an (soit +4 640 personnes). Cette hausse intervient après trois années de baisses consécutives. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi concerne essentiellement les jeunes de moins de 25 ans (+10,7 % contre +6,0 % pour les 25-49 ans et -0,9 % pour les 50 ans ou plus). Le nombre de personnes exerçant une activité réduite (catégorie B et C) continue de progresser mais à un rythme moins élevé (+1,9 % en 2024 contre +4,7 % en 2023 et +5,6 % en 2022). Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de 3,3 % sur un an. Dans le même temps, le

nombre de demandeurs d'emploi progresse de +3,9 % à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, de +4,0 % en Île-de-France et de « seulement » +1,8 % en France métropolitaine.

Sur le seul dernier trimestre de l'année 2024, le nombre de demandeurs d'emploi (de catégories A, B et C) augmente de +2,3 % à Paris, un rythme comparable à celui observé dans la Métropole du Grand Paris (+2,6 %) et en Île-de-France (+2,7 %).

Un rebond du nombre de créations d'entreprises à Paris en 2024

Sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre total d'entreprises créées à Paris augmente de +11 % contre +2,3 % en 2023 et +5,9 % en 2022. Avec près de 101 000 entreprises créées en 2024, Paris est le département francilien qui enregistre la plus forte croissance (+4,1 % dans la Métropole du Grand Paris, +5,7 % en Île-de-France et en France). La hausse globale résulte d'une forte augmentation des créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur (+14 %). Les créations de sociétés progressent également mais de façon moins importante (+8 %).

Comme chaque année, derrière ce résultat annuel, les évolutions trimestrielles sont contrastées : en 2024, le nombre d'entreprises créées a augmenté au 1^{er} et au 4^e trimestres alors qu'il a diminué entre avril et septembre 2024.

Un ralentissement du nombre de défaillances d'entreprises à Paris en 2024, mais un niveau historiquement élevé

Sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre de défaillances d'entreprises atteint 4 500, soit un nombre supérieur de +22 % par rapport à 2023 et de +36 % par rapport à 2019, dernière année de référence pré-Covid. Ce niveau est le plus haut atteint depuis 15 ans (3 750 en moyenne annuelle sur la période 2010-2019). Toutefois, entre janvier 2024 et décembre 2024, le nombre cumulé des défaillances d'entreprises sur un an ralentit à Paris (+22 % en 2024 après +36 % en 2023) comme au niveau régional (+28,6 % après +35,6 %) et national (+17,4 % après +24,4 %).

Avec une accélération sans précédent au 4^e trimestre 2024 (1 335 défaillances, niveau record), ces défaillances sont une conséquence annoncée depuis plusieurs mois de la fin des mesures de soutien mises en place par l'État pendant la crise Covid (le « Quoi qu'il en coûte »), qui avaient artificiellement soutenu une partie du tissu économique en 2020 et 2021, avec à la clé des niveaux de défaillances « anormalement » bas ces années-là.

Si les PME et TPE sont particulièrement exposées, la remontée des défaillances s'est diffusée à toutes les tailles de sociétés. Par ailleurs, aucun secteur d'activité n'est épargné même si la construction, les services aux entreprises, la finance/

Avertissement sur la comptabilisation des demandeurs d'emploi en fin de mois

Entre octobre et novembre 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A d'environ 36 000 demandeurs au niveau national, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C.

Par ailleurs, une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été initiée en avril 2023 dans 18 territoires, puis étendue en mars 2024 à 29 nouveaux territoires (au niveau national). Elle conduit à enregistrer progressivement à France Travail l'ensemble des bénéficiaires du RSA de ces territoires. Fin décembre 2024, cette expérimentation concerne environ 57 000 personnes, dont 29 000 sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi.

5,7 %

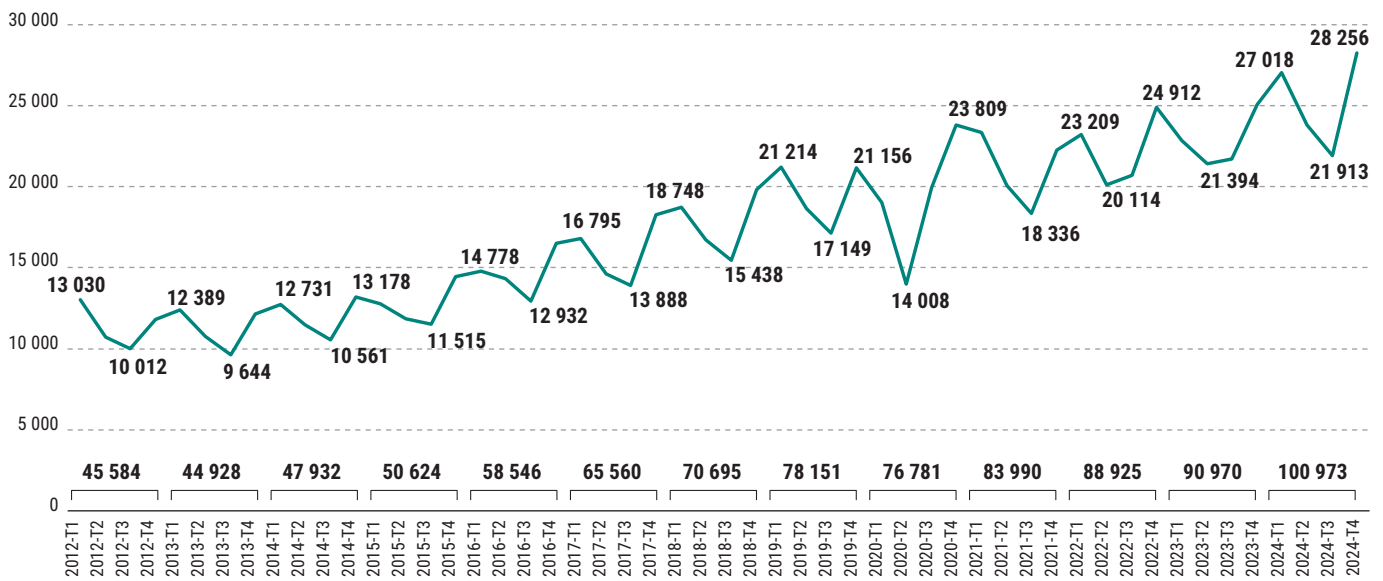
taux de chômage
en 2024 à Paris

immobilier, le commerce de détail et l'hôtellerie/restauration figurent parmi les secteurs les plus concernés.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Les entreprises doivent désormais rembourser les Prêts Garantis par l'État (PGE) octroyés pendant la crise sanitaire, alors même qu'elles peinent à

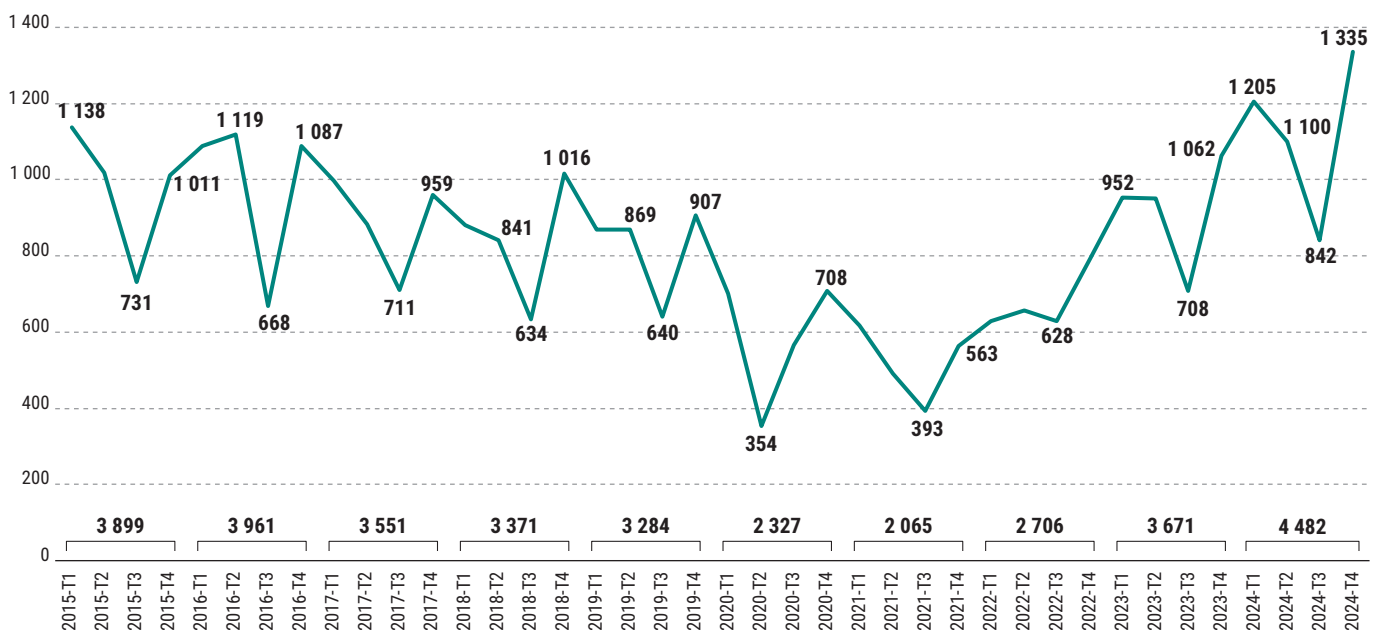
maintenir leur trésorerie. À cela s'ajoute la suppression des dispositifs d'aides tels que le fonds de solidarité et le chômage partiel. En parallèle, la hausse continue des coûts de production, notamment liée à l'inflation énergétique, et le ralentissement de la demande en raison d'un pouvoir d'achat des ménages en berne ont accentué les tensions sur les entreprises.

PARIS : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES, 2012-2024



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements. Champ : activités marchandes hors agriculture. Données brutes, mises à jour le 01/04/2025 - Traitement Apur

PARIS : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES, 2015-2024



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements. Champ : par date de jugement - Données brutes, mises à jour le 01/04/2025 - Traitement Apur

Secteurs d'activité spécifiques

Commerce

Le nombre d'emplois salariés privés se stabilise dans le secteur du commerce en 2024, après avoir augmenté entre 2021 et 2023.

En 2024, le nombre d'emplois salariés privés se stabilise (+0,1 %) après avoir progressé en 2021 (+4,5 %), 2022 (+3,1 %) et 2023 (+0,6 %). Fin 2024, ce secteur comptabilise 188 821 emplois salariés privés, un niveau supérieur de +3,2 % par rapport à celui observé fin 2019 avant la crise sanitaire. Les mêmes tendances s'observent dans le Grand Paris.

Les dernières tendances montrent un léger recul de l'emploi salarié privé dans le commerce à Paris comme dans la Métropole du Grand Paris au cours des deux derniers trimestres 2024, après une hausse lors des deux premiers trimestres.

Tourisme

En 2024, l'activité dans le secteur touristique a continué de progresser en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP).

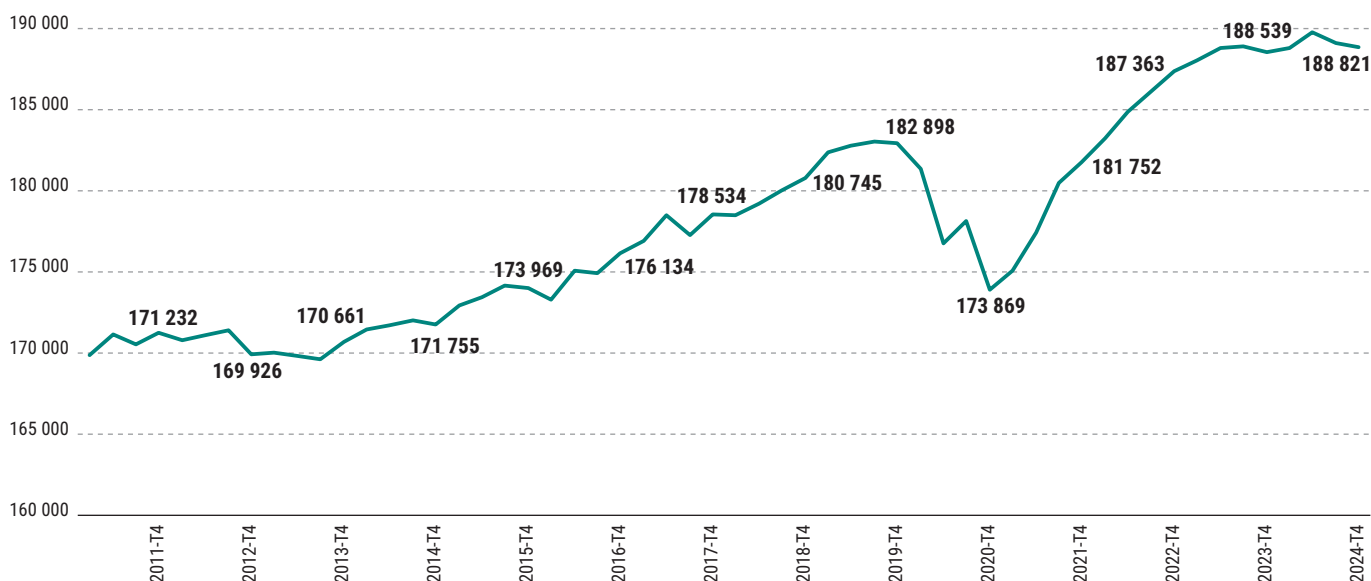
En 2024, la région Île-de-France a accueilli 48,7 millions de visiteurs en 2024,

soit une hausse de 2 % par rapport à 2023. Cette dynamique est en grande partie liée aux Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), qui ont attiré une nombreuse clientèle internationale. Malgré un niveau global encore inférieur de 4 % à celui de 2019, l'année 2024 marque une étape importante dans la reprise du tourisme post-pandémie. Sur les 48,7 millions de visiteurs accueillis en 2024, 26,1 millions étaient Français (+1 % par rapport à 2023, -8 % par rapport à 2019) et 22,6 millions étaient internationaux (+3 % par rapport à 2023, +2 % par rapport à 2019). Ce chiffre représente un record pour la clientèle étrangère, avec des hausses marquées sur plusieurs marchés : les États-Unis avec 2,7 millions de touristes (+3 %), suivis du Royaume-Uni avec 2,6 millions, de l'Italie avec 1,6 million, de l'Allemagne avec 1,5 million et de l'Espagne avec 1,4 million.

S'agissant du secteur de l'hôtellerie, le bilan est plus nuancé. Sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre total de nuitées hôtelières a diminué de -3 % à Paris par rapport à 2023 contre -1 % en France métropolitaine. C'est seulement au 4^e trimestre que l'activité a réellement re-

En 2024, l'activité dans le secteur du tourisme a continué de progresser en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP).

PARIS : ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS DANS LE COMMERCE



Source : Urssaf - Données CVS, mises à jour le 21/03/2025 - Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture - Traitement Apur

Sur le marché immobilier, la baisse de l'activité s'est prolongée au cours de l'année 2024 mais plusieurs signaux laissent entrevoir une reprise progressive dès 2025.

bondi : le nombre de nuitées hôtelières s'est élevé à 10,3 millions, soit un chiffre en hausse de +6,8 % par rapport au 4^e trimestre 2023, après un 3^e trimestre en demi-teinte). Au cours de ce dernier trimestre, la croissance parisienne est près de trois fois supérieure à celle du niveau national (+2,4 %).

Le taux d'occupation dans les hôtels parisiens atteint en moyenne 76,4 % en 2024, soit 2 points de moins qu'en 2023. Toutefois, le 4^e trimestre se distingue avec un taux élevé, de 80,7 %, qui se situe nettement au-dessus de la moyenne régionale et nationale (respectivement 72,8 % et 58,3 %) et est supérieur de 3,3 points à celui atteint à la même période en 2023. En particulier, le taux d'occupation en décembre 2024 (77,5 %) est le plus élevé des dix dernières années, avec celui de 2022. Le report de voyages touristiques du fait des Jeux Olympiques et Paralympiques, l'envie suscitée par l'événement ainsi que la réouverture en décembre de la cathédrale Notre-Dame de Paris, monument francilien le plus visité avant l'incendie en 2019, peuvent expliquer ce résultat.

Enfin, le trafic aérien a atteint 103 millions de passagers en 2024 (+4 % par rapport à 2023), porté par la demande en provenance d'Amérique du Nord et d'Asie.

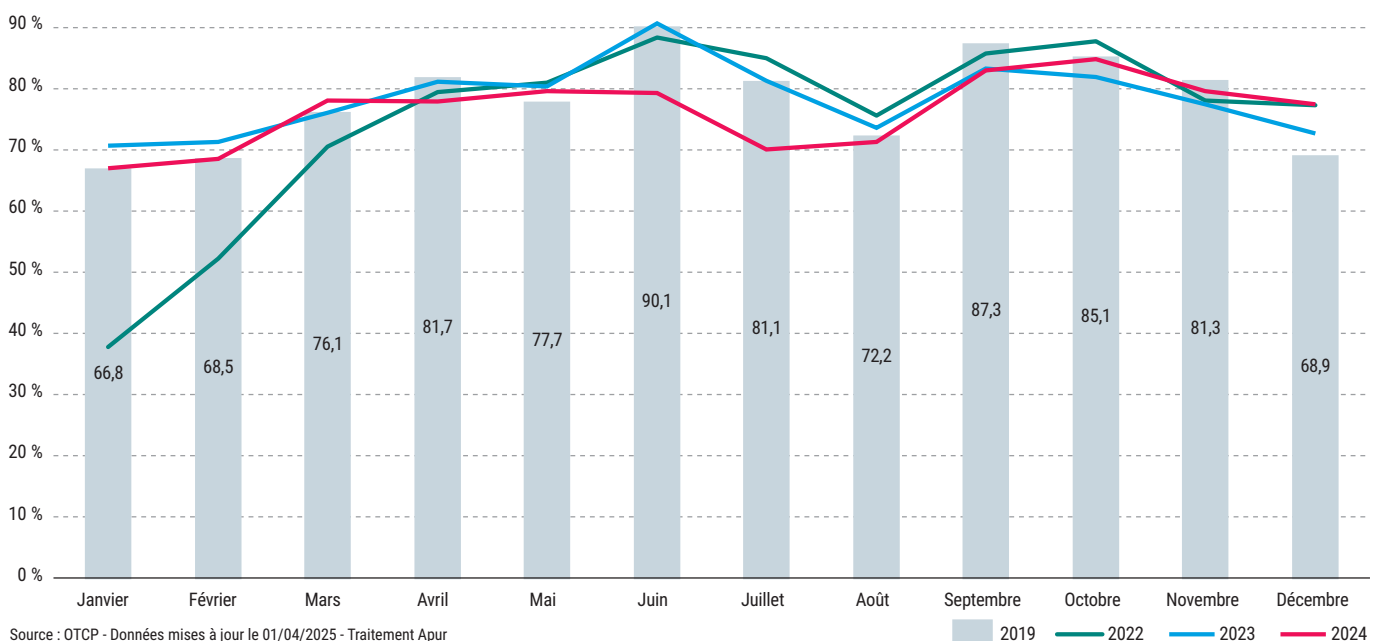
Marché immobilier

Sur le marché immobilier, la baisse de l'activité s'est prolongée au cours de l'année 2024 mais plusieurs signaux laissent entrevoir une reprise progressive dès 2025.

À Paris, 25 050 logements anciens ont été vendus au cours de l'année 2024, soit un chiffre en recul de -10 % par rapport à 2023. En petite et grande couronne, le repli atteint respectivement -14 % et -13 %. Par rapport à 2022 (année encore favorable mais déjà un peu moins dynamique que 2020 et 2021), les ventes ont diminué de -30 % à Paris et de -36 % en Île-de-France. Paris apparaît donc comme en 2023 le département francilien ayant subi les baisses d'activité les moins marquées dans le secteur immobilier.

Quant aux prix des appartements anciens, ils atteignent 9 450 €/m² à Paris fin 2024, en baisse de -3 % par rapport à fin 2023, soit un recul comparable à celui observé en petite couronne et en Île-de-France. Depuis 2022, la baisse des prix atteint -10 % à Paris. D'après les prix issus des avant-contrats, Paris devrait afficher 9 550 € le m² en avril 2025 (+1,1 % en un an).

PARIS : ÉVOLUTION DES TAUX D'OCCUPATION HÔTELIÈRE



Perspectives 2025

Les prévisions indiquent une légère hausse de l'activité parisienne et métropolitaine au 1^{er} trimestre 2025 mais à un rythme ralenti.

Selon les dernières prévisions publiées par l'Insee et projetées par l'Apur à l'échelle parisienne¹, l'activité devrait légèrement augmenter au 1^{er} trimestre 2025 mais à un rythme ralenti. Compte tenu de l'effort significatif de réduction du déficit public prévu par le gouvernement cette année et du contexte international dégradé et notamment de la montée des droits de douane pour entrer sur le marché américain, les entreprises sont peu nombreuses à envisager une hausse de leurs investissements. La forte réduction de la consommation publique affecterait aussi l'activité dès le 1^{er} trimestre.

D'après les enquêtes de conjonctures réalisées par l'Insee auprès des entreprises, le climat de l'emploi est inférieur à sa moyenne de longue période et s'est dégradé en février 2025, atteignant son plus bas niveau depuis dix ans (hors crise sanitaire). À l'échelle nationale, les entreprises continueraient de réduire leurs effectifs de 50 000 postes salariés au 1^{er} semestre, en partie compensés par des créations d'emplois non-salariés. Conjuguée à une augmentation de la population active favorisée par la montée en charge de la réforme des retraites, cette baisse de l'emploi se traduirait par une hausse du taux de chômage porté à 7,6 % mi-2025.

S'agissant du secteur touristique, l'impact des Jeux Olympiques s'accroîtrait en 2025.

En janvier et février 2025, le nombre de nuitées dans le Grand Paris a augmen-

té de +12 % par rapport à 2024. Cette croissance est portée par les touristes étrangers. Selon les données de téléphonie mobile, la croissance des nuitées étrangères dans le Grand Paris a en effet été de +16 % contre +2 % pour les nuitées de touristes Français. Ce sont les touristes provenant des États-Unis (+15 %), de la Chine (+7 %) et du Royaume-Uni (+26 %) qui auront été les plus présents pendant ces deux premiers mois de l'année.

Les arrivées aériennes internationales à destination de Paris ont quant à elles crû de +19 % en janvier 2025 par rapport à 2024 pour atteindre 805 000 arrivées. Le mois de février, traditionnellement le plus creux de l'année a également vu les arrivées aériennes internationales se hisser à 769 000, en croissance de +4 % par rapport à février 2024.

Enfin, le taux d'occupation des hôtels du Grand Paris pour le mois de janvier 2025 a été de 63,4 %, soit une progression de +1,4 point par rapport à 2024. Ce taux s'élève à 70,2 % pour les hôtels parisiens, en progression de +3,3 points.

Sur le marché immobilier, plusieurs signaux laissent entrevoir une reprise progressive dès 2025 malgré les nombreuses incertitudes.

La situation financière des ménages s'est progressivement améliorée dans le courant de l'année 2024, essentiellement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt ramenés de 3,6 % en janvier à 3,12 % en décembre 2024. Parallèlement, la baisse des prix a également contribué à redonner du pouvoir d'achat aux ménages.

Toutefois, le marché immobilier pâtit d'un contexte incertain, très dégradé au niveau international alors que la situation politique française, malgré le vote du budget en début d'année, pèse sur la confiance des ménages. Le poids de la dette française et les évolutions des taux des marchés obligataires font également peser une incertitude à terme sur le niveau des crédits à l'habitat. Enfin, l'investissement locatif dans l'ancien n'a bénéficié d'aucune nouvelle mesure de soutien et celles en faveur de l'accession dans le neuf restent modestes.

1 – Les estimations sectorielles nationales sont appliquées aux poids des secteurs dans l'économie parisienne.

Directeur et directrice de la publication :
Alexandre LABASSE,
Patricia PELLOUX

Note réalisée par :
Marina RIBEIRO, Sandra ROGER

Sous la direction de :
Émilie MOREAU, Stéphanie JANKEL

Photos et illustrations :
Apur sauf mention contraire

Mise en page : **Apur**
www.apur.org

L'Apur, Atelier parisien d'urbanisme, est une association loi 1901 qui réunit autour de ses membres fondateurs, la Ville de Paris et l'État, les acteurs de la Métropole du Grand Paris. Ses partenaires sont :

